

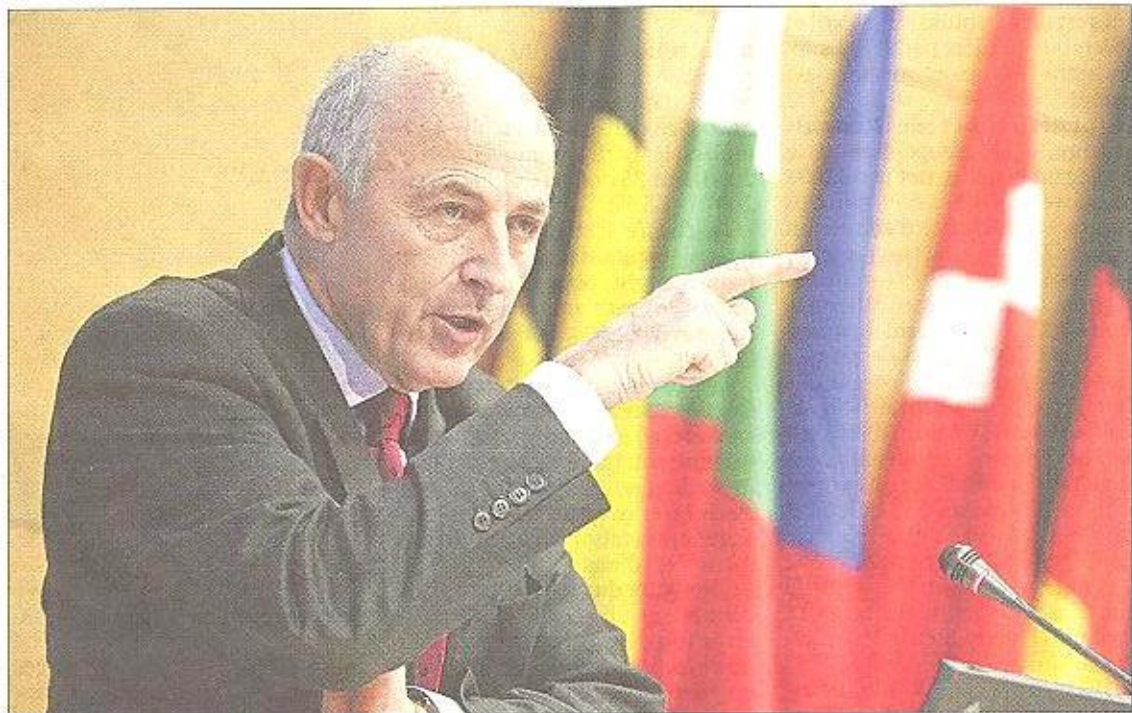
La diversification et la crise financière étaient au menu des «Journées de l'économie» hier

# L'adaptation s'impose

La deuxième session des «Journées de l'économie» était dédiée au développement économique au Luxembourg et de la Grande Région. La diversification économique était ainsi au menu des intervenants tout comme l'inévitable crise financière.

■ Plus de 120 personnes ont assisté hier à la seconde session des «Journées de l'économie», organisées conjointement par le ministère de l'Économie, l'Observatoire de la Compétitivité, la Chambre de Commerce, la FEDIL et PricewaterhouseCoopers. Après s'être attelée au commerce mercredi, la journée d'hier était dédiée à l'économie et à la crise financière.

Pour Serge Allegrezza, directeur de l'Observatoire de la Compétitivité, le Luxembourg tire une forte partie de sa richesse de la Grande Région et le pays a réussi à tirer profit de l'internationalisation. Mais, ajoute Nicolas Soisson, di-



La reprise aux alentours du deuxième semestre 2009 est une «aimable plaisanterie», estime Jean-Hervé Lorenzi (Photo: Marc Wilwert)

Le sujet de la FEDIL, la globalisation réduit aussi le cycle de vie des produits et des services.

Les entreprises doivent s'adapter à cette nouvelle donne, en créant notamment une masse critique de compétence dans les nouvelles technologies. Les éco-technologies, l'informatique et les services de santé sont par exemple des débouchés potentiels pour le Grand-Duché. Avec l'université du Luxembourg et des bonnes entreprises, le pays a d'autres arguments pour attirer les talents.

La diversification est une nécessité vitale pour le Luxembourg mais il ne faut pas oublier de consolider la place financière qui peut justement soutenir l'économie réelle dans la crise, a précisé Pascal Massard, conseiller de direction de BGL.

### Situation atypique au Luxembourg

Mais, la journée d'hier ne pouvait pas faire l'impasse sur le sujet omniprésent qu'est la crise financière. Le ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, a souligné que le Luxembourg est atypique dans sa situation. Le pouvoir d'achat reste encore élevé et la consommation n'a pas souffert, comme le montrent les ventes de Noël ou le succès de l'Autofestival. Pour soutenir de son côté la conjoncture, l'Etat va investir 4,5 % de son PIB – «un niveau énorme».

Le président du Cercle des Economistes (France), Jean-Hervé Lorenzi, a présenté les réflexions d'un panel d'analystes sur la situation actuelle. Pour lui, la situation est nécessairement encore très floue, car la crise n'a aucun rapport avec les crises précédentes. Dire que la reprise ait lieu aux alentours du deuxième semestre 2009 est une «aimable plaisanterie», souligne l'économiste. Pour lui, un «redémarrage lent» se fera dans la seconde moitié de 2010 ou en 2011 si les plans de relances «sont bien faits».

Le sujet est aussi très complexe, prévient Jean-Hervé Lorenzi. Selon lui, la crise actuelle est caractérisée par des problèmes simultanément et séparément dans quatre sujets mais il faut les traiter de façon coordonnée. Cette vision manque encore aux pays européens pour l'instant, selon lui, mais il se dit optimiste pour les prochaines réunions du G7 et du G20.

### Des louanges pour le nouveau plan Obama

Il a dans ce sens clairement loué le plan «Geithner-Obama-Ber-

nanke» qui s'attaque à plusieurs problèmes en même temps. Les Etats-Unis vont créer une «Bad Bank» à moitié privée et à moitié publique – «un vrai coup de génie», selon lui – afin de guérir les bilans des banques.

L'Etat alloue aussi de l'argent pour le financement, surtout pour soutenir le secteur immobilier. «Le plan veut aussi remédier aux problèmes de l'offre et de la demande en augmentant le pouvoir d'achat et en proposant des allègements fiscaux. «Le plan Obama est un plan très bien conçu et ce qui m'a ravi c'est que

les marchés l'ont très mal compris, donc c'est un bon signe», conclut-il avec beaucoup d'ironie.

Pour Jeannot Krecké aussi, les mesures européennes ne semblent pas coordonnées. Il a aussi avoué sa déception de ne pas être parvenu, lundi et mardi dernier lors de la réunion des pays européens, à des mesures concrètes. Toutefois, il précise que sans l'Eurogroupe, qui recolle un peu les plans différents, la situation en Europe serait encore bien pire.

■ Ronny Wolff

*Jeannot Krecké se veut rassurant pour l'avenir de BGL*

## «On y reste et on va y rester»

Le rejet des actionnaires de la nationalisation de Fortis mercredi est «malheureux», estime Jeannot Krecké qui souligne que l'Etat luxembourgeois compte rester actionnaire de BGL et chercher un partenaire industriel fort.

■ «Je crois que ce qui s'est fait hier (mercredi, ndlr) est malheureux car l'Etat luxembourgeois n'est pas prédestiné à être banquier dans plusieurs établissements», a avoué hier lors de la «Journée de l'économie» le ministre de l'Economie, Jeannot Krecké. Le refus du démantèlement et de la nationalisation de Fortis Banque Belgique, actionnaire principal de BGL gèle la reprise des activités par BNP Paribas.

L'Etat luxembourgeois se voit ainsi forcé de garder pour l'instant 49,9 % du capital de BGL dont le gouvernement belge est quant à lui indirectement – à



Jeannot Krecké (Photo: Marc Wilwert)

travers sa société de participation SFPI – actionnaire à 50,1 %.

«On ne veut pas rester banquier mais stabiliser la banque et prendre la plus-value pour le contribuable, ça c'est sûr. Il ne faut pas croire qu'on est là pour éteindre le feu et repartir avec seulement une médaille», souligne le ministre, combatif. «On y reste et surtout on va y rester»,

rassure Jeannot Krecké qui précise que le gouvernement va stabiliser les banques dans lesquelles l'Etat est devenu actionnaire et essayer de trouver des «partenaires stables et industriellement compétents». Selon lui, il n'y a pas de «danger immédiat et direct puisque le gouvernement belge est l'autre actionnaire, il ne faut pas avoir peur pour l'instant».

«Il faut bien sûr préparer une autre solution. C'est ce que nous allons faire dans les prochains jours mais il n'y a pas péril dans la demeure», conclut le ministre.

Pour la banque luxembourgeoise et Fortis Banque Belgique, la réaction des actionnaires ne change rien au niveau opérationnel mais le vote ouvre désormais la porte à des recours judiciaires. La réaction de BNP Paribas reste encore en suspens: la banque avait menacé de jeter l'éponge si la reprise devait être reportée plus longtemps.

■ Ronny Wolff